

Bulletin n°6 - Novembre 2022 - Sommaire

Page

Editorial	1
Nicaragua : des élections municipales invisibles et ambiguës	2
La solidarité avec les luttes populaires au Salvador	3
Nouveau projet ANS-ODESAR 2023 - EL Tuma La Dalia/Nicaragua	4
Cuba. Solidarité totale contre le blocus US !	5
Un nouvel espoir pour l'intégration latino-américaine	6
Venezuela: « Comuna o nada »	7

Editorial

Notre ami et camarade Michel Bühler est décédé au moment où nous élaborons ce Bulletin No 6. Michel était des nôtres. Un chanteur de Sainte-Croix engagé ici en Suisse et internationaliste convaincu, luttant pour la Palestine et les peuples en lutte, dont le Nicaragua et le Salvador.

Nous lui rendons hommage en transcrivant la chanson qu'il avait composée pour les 10 ans de la mort de son ami Yvan Leyvraz de St-Cergue qu'il était venu visiter en 1984 à Yale. En juillet 2016, Michel a été de la brigade du 30ème anniversaire de la mort des camarades internationalistes au Nicaragua.

Michel Bühler Presente Presente Presente.

COMITE ANS

Chanson pour Yvan

*Toi qui n'aimais par les armes
Ni les soldats
Tu n'aimerais pas nos larmes
Nous ne pleurerons pas
Dix ans déjà, c'était le temps
D'un rêve fou
Les campesinos, les pauvres gens
Etaient debout*

*Rouge est la terre où tu dors, compañero
Noires les pierres du rio*

*Dans les villes sur la frontière
Dans la selva
On ne voulait plus de misère
plus jamais de combats
Et des volcans jusqu'à la mer
Rappelle-toi
Vrai, comme ce nom-là chantait clair :
Nicaragua!*

*Rouge est la terre où tu dors, compañero
Noires les pierres du rio*

*Mais pour le gringos, les grands frères
Pour les yankees
Un esclave qui se libère
Mérite le fusil
L'Oncle Sam, qu'on sache bien
Est le plus fort
Ils ont armé les loups et les chiens
Semé la mort*

*Rouge est la terre où tu dors, compañero
Noires les pierres du rio*

*Une piste, une embuscade
Ton sang versé
A celui des camarades
Est allé se mêler
Cent fleurs alors ont poussé
Là, dans la boue
Criant l'espoir et la liberté
L'homme debout*

*Rouge est la terre où tu dors, compañero
Noires les pierres du rio*

Michel Bühler, 1996.

Historique

L'ANS est fondée en 1978 par des militant-e-s suisses et latino-américains quelques mois avant le triomphe de la Révolution Populaire Sandiniste au Nicaragua, le 19 juillet 1979, pour dénoncer la répression de la dictature de Somoza contre le peuple en lutte.

Valeurs

Née de la solidarité envers le peuple nicaraguayen et les luttes de libérations au Salvador dans les années 70-80, l'action de l'ANS s'inscrit plus largement dans le mouvement de solidarité avec les peuples en lutte pour leur dignité et leur autodétermination en Amérique latine.

Comité - Equipe de rédaction

Jean-Christophe Berent, Gérald Fioretta, Tony Mainolfi, Manuel Nussbaumer, Philippe Sauvin, Nicolas Vernier

Nicaragua : des élections municipales invisibles et ambiguës

Le dimanche 6 novembre 2022 ont eu lieu les élections municipales dans les 153 communes du Nicaragua.

La guerre en Ukraine et ses conséquences mondiales a achevé de rendre invisible même pour les observateurs habituels ces élections municipales et leur contexte. Le FSLN et le gouvernement ne sont certainement pas mécontents d'échapper aux quolibets « politiquement corrects » traitant de farces le processus électoral. Force est de reconnaître aussi qu'au niveau interne, la campagne électorale a été courte, sans éclat, se résumant à des visites « casa por casa ».

Le résultat lui est éclatant : pour la première fois les 153 communes auront « una alcaldesa » ou « un alcade » sandinista. L'analyse des résultats et du contexte est ambiguë.

Les analystes sympathisants du sandinisme mettent en avant que ces élections se sont déroulées dans le calme (la paz), sans intervention étrangère et sans haine. La participation autour de 57 %, selon les chiffres disponibles, est dans la moyenne des élections municipales au Nicaragua et de la région centre américaine. A remarquer, ce n'est pas banal, que la loi électorale imposant la parité homme/femme dans les listes de candidatures : il y aura donc désormais 77 alcaldesas et 76 alcaldes, les vice-alcaldes étant nécessairement de l'autre sexe.

Trois raisons expliquent ce résultat totalement favorable au sandinisme.

La première c'est la reconnaissance par les électeurs des effets positifs des politiques sociales et économiques, ainsi que la construction d'infrastructures, mises en œuvre par le gouvernement sandiniste depuis maintenant 15 ans. Personne ne peut mettre en doute en effet ni la construction de nouveaux hôpitaux, de nouvelles écoles, ni l'accès à l'énergie électrique pour 99% du territoire, ni la construction des routes, des ponts dans tout le pays, permettant même depuis l'inauguration historique du pont Wawa fin octobre 2022 de relier désormais le nord de la côte atlantique avec le reste du pays.

La deuxième c'est l'appel à l'abstention par les partis d'opposition, les ex dissidents sandinistes du MRS et le parti libéral CXL, Citoyens pour la liberté, mis hors-jeu par les autorités électorales après les événements d'avril à juillet 2018 ayant débouché selon le gouvernement sur une tentative violente de

« golpe ». Et c'est clair : les 18 municipios qui ont passé cette fois au sandinisme, presque tous pour la première fois de leur histoire, reportent une diminution moyenne de 25 % de participation. L'appel au boycott a été entendu dans ces municipios ... et le FSLN a ainsi pu gagner l'ensemble des alcaldias. L'exemple le plus flagrant et crédible, c'est celui de la Trinidad, jumelée avec nos camarades de Delémont, qui perd 2'800 électeurs ayant boycottés et dans le même temps le FSLN gagne 1'700 électeurs certainement convaincus par les politiques gouvernementales et le travail de terrain des militants. Le FSLN passe ainsi de 42 % en 2017 à 76% en 2022 !

La troisième c'est la participation de l'opposition dite « parasite » par les « vrais » partis d'opposition appelant au boycott. La participation de ces 5 partis (le PLC parti libéral historique, Yatama parti indigène de la Côte Atlantique, et 3 petits partis Aln, Apre, Pli qui eux ne doivent leur existence juridique qu'à la mansuétude des autorités) donne les conditions d'une compétition démocratique récoltant près de 27 % au niveau national et a permis ainsi que l'appel au boycott n'ait pas donné les effets dévastateurs attendus sur la participation. Dans une dizaine de municipios, la compétition fut même acharnée et le FSLN ne l'a gagnée que par quelques dizaines de voix par rapport à Yatama ou le PLC, dont on connaît l'implantation historique. C'est le cas dans les grandes communes de Wamblan et Puerto Cabezas où Yatama s'approche des 50 %. C'est aussi le cas dans les communes historiques du libéralisme Bocana de Paiwas ou la Cruz de Rio Grande où le PLC fait 45 %. Par contre le résultat des 3 autres petits partis, chacun autour de 4 % dans une majorité de municipios, n'est pas facilement explicable dans ce scrutin, mais cela restera un détail.

Reste une autre ambiguïté, un malaise. La liste des électeurs inscrits (« padron electoral activo ») se monte depuis de nombreuses années à peu près au même nombre d'environ 3'800'000 électeurs potentiels, même en légère diminution dès 2017, et ceci malgré l'augmentation de la population. N'ayant malheureusement pas accès ni à la méthodologie, ni aux données par municipios, il n'est pas possible d'analyser le rôle de la migration traditionnelle avant 2018 et celle de la nouvelle émigration politique et économique en accélération ces toutes dernières années. Dommage et pour connaître les niveaux de participation réelle et pour donner confiance à la lecture de tous les résultats.

Le contexte politique depuis 2018, toujours selon nos amis analystes, n'autorise pas cette transparence. « Nous sommes en guerre, la guerre n'est plus désormais celle des fusils, mais c'est le boycott

économique, les sanctions, l'ingérence financière pour soutenir l'opposition par ses Ong, ce sont aussi les effets désastreux des campagnes médiatiques internationales mensongères ».

Notre connaissance de la situation au Nicaragua, à Matagalpa en particulier, par nos visites et par nos

contacts fréquents avec nos partenaires et nos amis, nous conduit à penser que le peuple dans sa majorité partage cette analyse, soutient in fine le gouvernement, même s'il regrette évidemment le manque de liberté de manifester ou qu'il préférerait le temps où le Nicaragua était le pays « mimado » de presque toute la communauté internationale.

La solidarité avec les luttes populaires au Salvador

Poursuivant la solidarité initiée avec la visite de Maricela Ramirez du « Bloque de Rebeldia y Resistencia » à Genève en automne 2021, nous avons organisé à la veille du premier mai 2022 une action devant le consulat du Salvador à Genève dénonçant l'état d'exception et la répression mise en oeuvre par le régime du président Nayib Bukele.

Au Salvador la fête nationale du 15 septembre 2022 a donné lieu à deux grandes manifestations contre le régime dictatorial et mafieux du président Bukele. Dans les rues, malgré l'état d'exception, d'une part une forte présence du BRP, le Bloc social de résistance, mais aussi d'autre part l'Alliance Nationale, dans l'opposition bien que située à droite. Jusqu'à grâce à la prétendue "guerre contre les bandes criminelles" le régime avait gagné en popularité. Mais de plus en plus se fait entendre la souffrance des familles des quelque 60 000 jeunes ou membres présumés des gangs emprisonnés. De nombreuses personnes arrêtées n'ont rien à voir avec les *maras*, on ignore combien meurent dans des conditions de détention inhumaines - la terreur d'État arbitraire remplace celle des *maras*.

Comme sur d'autres terrains de conflits sociaux, p. ex. la défense des terres paysannes, le Bloc de résistance organise les proches des prisonnières et prisonniers, dont les familles ne savent parfois pas s'ils sont encore en vie. Grâce à une organisation structurée partant des familles, au niveau social et juridique, se construit une pression sur le régime, mais aussi au niveau international - comme actuellement lors d'une rencontre des forces de gauche latino-américaines. Le Movir, mouvement des victimes du régime du Salvador, organise ces jours une forte campagne portée dignement par les mères de 111 jeunes « disparus » dans les communes pauvres du Bajo Lempa (Usulután).

Début septembre en tournée européenne, Sonia Urrutia de la direction du Bloc, a participé à Genève à une rencontre organisée par l'ANS. Un échange fructueux a eu lieu avec des camarades colombiennes qui ont raconté à la salvadoreña com-

ment chez elles des groupes de femmes pauvres ont pu démasquer la répression à l'échelle nationale et internationale.

Nous avons enfin pu participer en octobre à la tournée en Europe de deux « alcadesas » du FMLN, Tulita Buenaventura Tobar de San José Las Flores (Chalatenango) et Lilian Portillo de San Esteban Catarina (San Vicente). Les collectifs de femmes du « Frente Intercontinental- la Ventana de la lucha popular salvadoreña » (représentant donc les salvadoriens et salvadoriennes solidaires résidants à l'étranger) ont invité en Suisse, en Norvège, en Suède et au pays basque les deux alcadesas-militantes qui font un excellent travail de base avec les communautés et les secteurs sociaux sur leur territoire. Elles ont pu présenter des projets de développement de leurs communes (santé, eau potable, éducation) auprès de nombreuses ONG et comités de solidarités. A Genève elles ont été reçues par le haut commissariat des Nations Unies pour les droits humains où elles ont pu dénoncer la terrible situation de répression au Salvador. En plus de la terreur de la militarisation du pays, des constantes violations des droits humains dans le cadre de l'état d'exception, les « alcadesas » ont signalé la réduction des ressources qui affectent les communes les plus pauvres.

Anita Escher, Dieter Drüssel ZAS Zürich



Sonia Urrutia du Bloc de Resistencia Popular lors de son passage à Genève

Nouveau projet ANS-ODESAR 2023 - EL Tuma La Dalia/Nicaragua

L'ANS a décidé de soumettre une demande de financement auprès de la Fédération genevoise de coopération (FGC) pour un nouveau projet élaboré par notre partenaire local ODESAR. Ce nouveau projet devrait débuter dans les communautés d'El Tuma La Dalia dès 2023.

Suite à notre expérience réussie pour les 3 projets de 3 ans chacun à La Dalia avec ODESAR, l'ANS a jugé primordial de poursuivre son travail de solidarité avec les populations paysannes du Nicaragua.

Pour rappel aux lecteurs-trices de notre bulletin, les 3 volets de ces projets, commencés en janvier 2012 et terminés en mai 2022, ont permis de soutenir près de 900 familles paysannes dans 27 communautés.

Les projets d'ODESAR sont de type intégraux et présentent plusieurs axes de développement dont les principaux sont les suivants :

- La mise en place d'auto-organisations communautaires à travers des *Juntas Directivas*, composées d'habitants et de leaders communautaires, destinés à organiser les actions des projets, ainsi que de renforcer des réseaux locaux (santé et eau potable p.ex.) et porter les besoins de la communauté devant les institutions municipales.
- La formation de promoteurs-trices aux bonnes pratiques agro-écologiques pour encadrer les activités et les changements d'habitudes alimentaires.
- Une plus grande sécurité alimentaire par l'augmentation de la production des parcelles familiales et la mise en commun de pépinières et de banques de semences.
- Le soutien financier des jeunes dans la poursuite de leur études secondaires, techniques et universitaires (dans les domaines de l'agronomie, l'administration, l'infirmerie, l'enseignement, études d'ingénieurs p.ex).
- L'appui financier initial pour des initiatives économiques destinées aux jeunes (démarrage de petites entreprises de production alimentaire, d'élevage ou de commerce).

Avec un apport financier d'environ 800'000 CHF à ODESAR, ce sont au final près de 4500 paysannes, promoteurs-trices et étudiants-tes directement appuyés sur les 9 ans de projets.

Nouveau projet ANS 2023-2026 : Développement et résilience face au changement climatique de 8 communautés paysannes

Face aux bons résultats et à l'amélioration réelle de la qualité de vie des communautés participantes à ces derniers projets, nous avons résolument voulu maintenir nos liens avec ODESAR et poursuivre notre soutien à la population rurale de Matagalpa.

Le nouveau projet que nous vous proposons donc de soutenir se déroulerait dans 8 nouvelles communautés du Granadillo à El Tuma-La Dalia, et comprendrait 340 familles bénéficiaires, soit près de 1600 personnes. La municipalité d'El Tuma La Dalia se trouve au Nord-Ouest du département de Matagalpa et compte près de 65'000 habitants, dont env. 15% d'urbains et 85% de ruraux.

Les axes de développement reposeraient sur les mêmes bases que les projets précédents, à savoir l'auto-organisation des communautés, la formation de promoteurs-trices, l'appui aux jeunes étudiants principalement, mais en intégrant les problématiques spécifiques de ces zones (*comarcas*) face aux effets néfastes du changement climatique. En effet, ces *comarcas* souffrent d'une grande variabilité climatique passant de fortes pluies, générant des inondations et une érosion des sols, à de longues périodes de sécheresses créant un manque régulier d'accès à l'eau, tant pour la consommation que pour la production agricole. Un manque de diversité des cultures, l'utilisation de pesticides et l'inadéquation des plantations face à ces situations extrêmes ont aussi été constatés par ODESAR à travers une enquête préliminaire de terrain.

Les solutions proposées dans ce projet pour mitiger ces effets du changement climatique passeraient par l'adaptation des pratiques agricoles, la protection de l'environnement (reforestation, banque de semences et diversification des cultures), la construction et l'amélioration des systèmes d'irrigation, la création de systèmes de captages et de rétentions des eaux, ainsi qu'un assainissement des eaux. En plus de la formation de leaders communautaires (2 par communautés issues de celles-ci), de la formation des promoteurs-trices agro-écologiques aux thèmes liés au changement climatique, un des aspects notables de ce nouveau projet serait la formation possible de nouvelles coopératives paysannes.

Ce nouveau projet a été élaboré par ODESAR et a été présenté fin septembre par l'ANS à la Fédération Genevoise de Coopération (FGC) pour une demande de financement de 300'000 CHF sur 3 ans (février 2023 - janvier 2026).

Le projet est en cours d'évaluation auprès de la FGC, et nous sommes convaincus de sa qualité et très confiants quant à son acceptation. Dans ce nouveau projet, comme dans les derniers soutenus par la FGC, une part d'autofinancement apportée par notre association est visée à hauteur de 15'000 CHF.

Nous vous invitons donc d'ores et déjà à nous soutenir aussi par une aide financière qui nous permettra d'atteindre cet objectif.

Nous vous en remercions déjà chaleureusement !



Production et amélioration des sols

Appel aux Dons

ANS soutient grâce à vos dons des initiatives solidaires au Nicaragua et au Salvador.

Pour un appui financier au nouveau projet ANS 2023-2026 **au Nicaragua** dans les communautés d'El Tuma La Dalia, vous pouvez faire vos dons avec la mention **Projet ANS 2023** sur l'IBAN de l'association ou en utilisant le QR code ci-contre.

Au Salvador nous continuerons à soutenir matériellement la lutte populaire du *Bloque de Rebeldía y Resistencia* contre le gouvernement répressif de Bukelé.

Nous vous invitons aussi à verser **votre cotisation annuelle 2023 de 50.- chf.**

IBAN: CH65 0900 0000 1201 5578 6
ANS Association de solidarité
Nicaragua – El Salvador Genève



Cuba. Solidarité totale contre le blocus US !

L'assemblée générale des Nations unies du 3 novembre a condamné à une écrasante majorité de 185 votes, et pour la 30^{ème} fois consécutive depuis 1992, le blocus imposé par les Etats-Unis contre Cuba. Seuls les Etats-Unis et Israël ont voté contre la résolution, non contraignante, présentée par Bruno Rodriguez au nom du gouvernement cubain, alors que le Brésil et l'Ukraine se sont abstenus. Imposé par Kennedy après le triomphe de la révolution cubaine, le blocus a été durci par les administrations successives dans le but d'asphyxier la population cubaine et de provoquer mécontentement et troubles sociaux.

Quelques jours avant la fin de son mandat, et en pleine pandémie, Donald Trump a édicté 243 « sanctions » supplémentaires et rajouté Cuba à la liste des Etats soutenant le terrorisme. Un des prétextes évoqués à cette dernière mesure est l'engagement de Cuba dans le processus de paix colombien, et son refus d'extrader la délégation de la guérilla de l'ELN présente sur son territoire dans le cadre de discussions (interrompues) avec le gouvernement colombien. Cette inclusion sans aucun fondement, mais aux lourdes conséquences en matière d'accès au système financier international, n'a pas été remise en cause par Joe Biden qui a pour-

suivi la même politique d'étranglement économique et de déstabilisation politique à l'égard de Cuba.

C'est dans ce contexte extrêmement critique que Cuba a dû affronter le gigantesque incendie du site pétrolier de Matanzas, à 100 kilomètres de la Havane, déclenché par la foudre le 5 août et qui a provoqué une catastrophe industrielle sans précédent. Il aura fallu près d'une semaine pour venir à bout des flammes avec le soutien de spécialistes et pompiers vénézuéliens, mexicains et nicaraguayens dépêchés en urgence pour prêter mains fortes à leurs collègues cubains. Le gouvernement cubain a organisé la prise en charge des blessés et grands brûlés et le nécessaire relogement des familles évacuées. On déplore la mort de 16 personnes et près de 150 blessés. A cela s'ajoute d'immenses dégâts matériels qui nécessiteront du temps et d'énormes moyens pour reconstruire ce site indispensable au fonctionnement de la société et de l'économie cubaine.

A cette catastrophe s'en est ajoutée une autre avec le passage de l'ouragan Ian qui a dévasté une grande partie de l'île le 27 septembre. Dans l'ouest de Cuba, la destruction de milliers de maisons et de fermes est à déplorer ainsi que la perte quasi totale des récoltes de tabac. Les vents violents et les inondations ont provoqués un effondrement total du système électrique plongeant l'île dans le noir durant 5 jours.

Grâce à sa préparation et à son expérience, la protection civile cubaine a pris des mesures exceptionnelles pour préserver les vies humaines, mais trois victimes sont hélas à déplorer. Les travaux de reconstruction des habitations et de remise en état des routes et des infrastructures indispensables ont été entrepris immédiatement après le passage de l'ouragan, mais ici encore, les dommages matériels et économiques sont énormes et la solidarité plus nécessaire que jamais.

C'est juste avant le passage de l'ouragan que les cubain.e.s ont approuvé par référendum, et au terme d'un large processus démocratiques, le nouveau *Code de la famille*, qui fait de Cuba l'un des pays les plus progressiste en la matière. La nouvelle norme législative, approuvée par l'Assemblée nationale après plusieurs mois de débats populaires organisés dans les quartiers ou les centres d'études, était soutenue par le gouvernement et a été approuvées par 66,87% des électeurs alors que 33,13% l'ont rejeté, pour une participation de 74,01% du corps électoral. Le nouveau *Code de la famille* qui compte plus de 400 articles, définit notamment le mariage comme l'union volontaire entre « deux personnes » et non pas entre « un homme et une femme ». Il autorise l'adoption pour les couples du même sexe et légalise la « gestation solidaire » qui permet à une femme de porter un enfant pour autrui, tout en prohibant une marchandisation de cette démarche. Le nouveau *Code de la*

famille définit et octroie de nouveaux droits aux enfants et élargit ceux des grands-parents, qui pourront se voir transférer la « responsabilité parentale » de leurs petits-enfants. Cette dernière disposition revêt une importance particulière à Cuba, où les grands-parents assument bien souvent cette responsabilité en cas de migration des parents à l'étranger.

Cuba qui s'engage résolument et concrètement dans la construction d'une société solidaire à contre-courant du capitalisme dévastateur, a besoin de notre solidarité pour faire face au blocus inhumain et cruel des Etats-Unis, condamné année après année par une écrasante majorité des nations.

Pour soutenir la reconstruction après le passage de l'ouragan, vous pouvez faire vos dons aux comptes de mediCuba-Europe avec la mention #Ouraganlan. (Nous recommandons de ne pas mentionner Cuba afin d'éviter les problèmes avec les banques lors du transfert de l'argent):

mediCuba-Europa

Dons en CHF : IBAN CH82 0900 0000 6513 1535 5
Dons en euros: IBAN CH92 0076 4301 3245 Y000 1
www.medicuba.ch

Un nouvel espoir pour l'intégration latino-américaine

Tout d'abord avec la Colombie, puis le Brésil, ce sont deux pays majeurs du continent sud-américain qui, cette année, ont rejoint le camp des gouvernements progressistes souhaitant poursuivre la voie de l'intégration latino-américaine.

En Colombie, la victoire de la coalition de gauche du *Pacte historique* a porté l'ancien guérillero du M-19 Gustavo Petro à la présidence, accompagné par la lidereza et militante afro-colombienne Francia Márquez à la vice-présidence. Une véritable rupture pour la Colombie, que l'oligarchie la plus criminelle du continent a tout fait pour empêcher. Cette victoire, fruit d'innombrables sacrifices, est source d'espoir de voir enfin le pays se diriger sur le chemin d'une paix véritable, indissociable d'une transformation profonde, synonyme de justice sociale. Cela ne se fera pas sans une application réelle des accords de paix signés entre les FARC-EP et les autorités colombiennes en 2016. Le sabotage des accords de paix par le Gouvernement « uribiste »

d'Ivan Duque, a coûté la vie à des centaines d'anciens guérilleros et leaders sociaux victimes d'assassinats politiques, poussant une partie des démobilisé.e.s à reprendre la lutte armée. La loi de « Paz total », adoptée le 5 novembre ouvre la voie à une reprise d'un dialogue de type politique, notamment avec la guérilla de l'ELN, mais aussi, et à d'autres conditions, avec des groupes armés du crime organisé.

Avec la défaite de « l'uribisme », les Etats-Unis perdent leur allié le plus fidèle en Amérique-latine, et l'arrivée de Petro au pouvoir signifie la fin de l'agression, dirigée depuis Washington, contre le Venezuela bolivarien. La visite officielle de Petro et sa rencontre avec le Président Maduro début novembre à Caracas a été l'occasion de rappeler les liens historiques qui unissent les deux nations. La reprise des relations diplomatiques, la réouverture de la frontière et l'établissement d'un agenda commun de travail sont les premiers pas concrets d'une nouvelle politique. Le Président Petro a souligné le besoin d'une intégration qui ne se fasse pas seulement sur le papier, et soit un contre-feu empêchant les Etats-Unis de reprendre le contrôle du continent.

L'élection de Lula au Brésil marque incontestablement une victoire, même si ces élections confirment un enracinement profond du « bolsonarisme ». Une coalition électorale « démocratique » très large a permis de battre de justesse Bolsonaro, qui sera le premier Président brésilien à ne pas obtenir de deuxième mandat, et d'apporter une bouffée d'oxygène à la démocratie brésilienne. La droite et les élites brésiliennes ont voulu anéantir le Parti des Travailleurs (PT) et assassiner politiquement ses leaders, victimes d'une persécution sans merci, tout d'abord en destituant la Présidente Dilma Rousseff lors d'un coup d'état parlementaire en 2016, et en emprisonnant Lula pendant 580 jours. Une mobilisation soutenue et d'ampleur a permis de faire libérer Lula, et de le porter à la présidence mettant en échec cette stratégie de criminalisation, soutenue par d'énormes moyens financiers et médiatiques. Le résultat des élections législatives du 2 octobre, qui ont fait du Parti libéral de Bolsonaro la première force parlementaire, confirme cependant son enracinement et l'affaiblissement du PT qui comptera 68 député.e.s sur 513.

Sur le plan interne, c'est une tâche énorme qui attend le nouveau gouvernement, pour « réparer le

Brésil », à commencer par l'éradication de la faim pourtant totalement éliminée sous les mandats du PT.

Mais l'arrivée de Lula au pouvoir suscite aussi un nouvel espoir en matière d'intégration régionale et continentale, qui est la priorité annoncée du nouveau gouvernement en matière de politique extérieure : *« défendre notre souveraineté, c'est défendre l'intégration de l'Amérique du sud, de l'Amérique latine et de la Caraïbe, avec l'objectif de maintenir la sécurité régionale et de promouvoir le développement sur la base d'une complémentarité productive... nous voulons travailler à la construction d'un nouvel ordre global qui promeuve le multilatéralisme, le respect de la souveraineté des nations, la paix, l'inclusion sociale et une soutenabilité environnementale qui tienne compte des besoins des pays en développement »*.

Le projet d'intégration est en marche, malgré les tentatives du gouvernement étatsunien, et de ses alliés inconditionnels, de fragmenter l'unité latino-américaine, pour maintenir son hégémonie régionale et mondiale déclinante.

Venezuela: « Comuna o nada »

Tout a commencé par l'entêtement d'Hugo Chávez pour qui la révolution bolivarienne ne pouvait durer sans construire une vraie démocratie participative : « Nous ne sommes pas une révolution démocratique, nous sommes une démocratie révolutionnaire » expliquait-il, puisant dans la longue rébellion anticoloniale du peuple vénézuélien l'énergie pour mener une transformation irréversible de l'Etat. Depuis ses critiques répétées face au manque de volonté de ses ministres pour substituer la bureaucratie représentative par l'Etat communal, jusqu'à la refonte de l'Etat exigée par Nicolas Maduro en octobre 2022 lors de sa visite aux communard(e)s ruraux de El Maizal, le chavisme de base s'est organisé et un cadre légal a émergé.

En 2006, la Loi des Conseil Communaux consacre des comités élu.e.s par les habitant.e.s pour réaliser des projets (infrastructure, logements, etc..) avec les ressources de l'Etat. En 2010 est promulguée la Loi Organique des Communes - regroupements de conseils communaux dotés d'un parlement pour mener à bien des projets sur un plus vaste territoire. En 2021, après consultation publique, sont créées la Loi du Parlement Communal et la Loi Organique des Cités Communales, ensembles de communes. Enfin, en octobre 2022, le président Maduro demande l'avis des communard(e)s pour réviser tout

cet arsenal législatif et l'améliorer : « Celui qui ne tolère pas les critiques populaires ne peut pas être ministre ou gouverneur. Nous devons apprendre à écouter le peuple. Il faut créer le monde nouveau à partir du pouvoir populaire, depuis l'Etat communal, nous devons tout transformer, tel est notre engagement. ».

José Roberto Duque, écrivain et journaliste vénézuélien, rappelle la nécessité de séparer le processus communal urbain de la bureaucratie étatique et de ses « planifications » qui poussent parfois à fabriquer des « communes » de papier, sans base réelle.

« Si la cité communale que nous, révolutionnaires, voulons et/ou proposons se veut vraiment une construction anticapitaliste, elle doit se débarrasser, progressivement ou rapidement, du modèle de logement et de communauté qui a servi au capitalisme, et qui a même semblé un jour pouvoir fonctionner ; elle doit graviter et fonctionner autour d'une ou plusieurs activités productives qui rendent possible son autonomie ; Elle doit commencer par le travail de démolition des pratiques de pouvoir et des concepts qui soutiennent la ville actuelle et doit concevoir l'avenir sans rejeter ni oublier les modèles, les dispositifs, les technologies et les pratiques culturelles de la ville précapitaliste : ce qui fonctionnait avant l'irruption du modèle nord-américain (du capitalisme industriel, extractivisme et mercantilisme) et pourrait fonctionner à nouveau »

El Maizal est une commune rurale phare située à l'ouest du pays, qui produit du bétail, du maïs et d'autres denrées alimentaires, souvent destinés à résoudre les problèmes médicaux et de logement de la communauté, à soutenir d'autres communes et à encourager les initiatives éducatives. Pour un de ses leaders, Angel Prado : « Je pense qu'en treize ans de cheminement, nous avons beaucoup progressé. La Commune d'El Maizal est composée de plus de 22 conseils communaux. Notre travail s'étend au-delà de notre territoire, et nous avons entamé un processus de connexion avec d'autres communes. J'oserais dire que la commune n'est pas une proposition uniquement destinée au peuple vénézuélien. C'est une proposition d'émancipation pour les peuples du monde. Les classes populaires, les dépossédés, la majorité – nous devons tous nous organiser à partir du niveau local. À partir de là le peuple organisé en communes peut devenir le gouvernement du peuple avec un réel contrôle sur ses ressources. Je pense que les communes peuvent être la base à partir de laquelle on peut construire une véritable intégration démocratique continentale. »

On compte aujourd'hui au Venezuela près de 40.000 conseils communaux et près de 3000 communes. Mais le modèle communal est encore très minoritaire face à la puissante économie de libre marché. Pour dépasser la logique du capital, l'option est d'unifier fortement les nombreuses organisations populaires dans une nouvelle échelle - les circuits économiques communaux -, mise en oeuvre depuis 2022 sous l'impulsion du ministre des communes Jorge Arreaza. Celui-ci vient de remettre aux organisations communales de Socopo une entreprise de traitement du maïs avec une capacité de produire 1400 tonnes par mois, en particulier les arepas (pains de maïs, aliments de base) à prix solidaire pour les repas des écoles, des hôpitaux, des maisons d'accueil pour personnes âgées, etc..77 autres entreprises vont être transférées dans les mois qui viennent au pouvoir communal.

« La capacité de l'État étant considérablement réduite en raison du blocus états-unien, ce que nous pouvons et devons faire, explique Hernan Vargas, vice-ministre de l'économie communale, c'est élaborer des politiques publiques afin que les initiatives communales disposent des instruments nécessaires pour planifier, recueillir des données et les systématiser, ce qui est important pour stimuler la production, pour s'organiser et obtenir collectivement les intrants et les outils. Mais les circuits économiques communaux ne concernent pas seulement la production. La distribution et la commercialisation sont des goulots d'étranglement dans la sphère communale. Nous devons rompre avec la pression de l'intermédiaire privé qui impose les prix.

Le premier principe est que les circuits doivent être basés sur la reproduction de la vie et non sur la reproduction du capital. Le deuxième principe est la démocratie : tout ce qui est fait au nom de l'économie communale doit être débattu et ratifié par le peuple. Le troisième principe est que les circuits doivent être viables en termes productifs.

Cela va de pair avec trois fonds dont disposera chaque circuit, des fonds destinés à soutenir la vie et non le capital. Le premier fonds est destiné à maintenir la production existante (travail, intrants, entretien, etc.). Le deuxième fonds est là pour soutenir les producteurs de la zone et pour élargir la production communautaire. Le troisième fonds est destiné au réinvestissement social. En d'autres termes, les circuits économiques communaux doivent contribuer à la transformation des conditions matérielles de vie. Cela signifie qu'ils seront utilisés pour investir dans la récupération des routes et des services, tout en contribuant à garantir l'accès à l'éducation, aux soins de santé et au logement. »

Pour ceux qui désespèrent de voir un jour la démocratie réelle s'incarner dans la politique, la lente construction d'un Etat communal au Venezuela montre que le rêve reste permis. Si les grands médias s'acharnent depuis des années sur ce pays (d'où, souvent, le silence gêné de la gauche européenne) ce n'est pas seulement parce que l'Occident convoite son pétrole ou ses métaux précieux mais aussi parce que des autogouvernements populaires y servent de moteur révolutionnaire. Un exemple dangereux pour les citoyen(ne)s du monde entier.

Thierry Deronne, Caracas, 2 novembre 2022



"le documentaire "Nostalgiques du futur" raconte le féminisme populaire et les organisations communardes du Venezuela, prod. 2022, réal. Thierry Deronne, contact : blogvenezuelainfos@gmail.com"